

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir
5 centimes — PARIS ET DEPARTEMENTS — 5 centimes

Rédaction et Administration : 16, rue du Croissant, PARIS
Téléphone : CENTRAL 69-70

Les Annonces sont reçues à l'Administration du Journal

Adresse Télégraphique : BONNETROUGE-PARIS

ADMINISTRATEUR : Paul RAOULT

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
Paris	5 fr.	9 fr.	15 fr.
Départements	6 fr.	11 fr.	20 fr.
Union Postale	9 fr.	16 fr.	32 fr.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Eugène MERLE

RÉDACTEUR EN CHEF :

Miguel ALMEREYDA

Hors des Régions sereines du Droit

Le Dacia a quitté New-York pour Rotterdam avec un chargement de coton destiné à l'Allemagne. Avant de quitter le port, il a changé de nationalité et s'est fait naturaliser américain. Que vaut, dans les circonstances actuelles, cette naturalisation ? Est-elle véritable ou simulée ? La question, au surplus, peut-elle être posée ainsi ? Est-il possible, a priori, de suspecter la bonne foi du gouvernement américain ? Ne voit-on pas dans quelles difficultés de discussions se débattaient les diplomates anglais et français si, de prime abord, ils mettaient en cause la loyauté du gouvernement des Etats-Unis ?

Pour nous, qui ne sommes que l'opinion, nous n'hésitons pas à incriminer la rigidité de cette bonne foi et de cette loyauté ; nous nous rendons compte parfaitement que le président Wilson est « agi » plus qu'il n'agit, nous constatons que, délibérément, il tente une expérience dangereuse qui lui permet, quel qu'en soit l'issue, d'écarter de sa bonne volonté auprès des germanophiles de l'Union fédérale.

En principe, il n'est pas douteux que le changement de nationalité du Dacia est tout de circonstances et provoqué par l'état de guerre. Or cet état de guerre, qui ancrerait le navire allemand au port de New-York, ne peut être modifié, au bénéfice de ses propriétaires, par un changement occasionnel du pavillon. Ce serait trop facile et trop commode. Le droit, sur ce point, est formel et l'interdiction absolue.

Au surplus, il suffirait de feuilleter l'histoire des relations maritimes entre les Etats-Unis et l'Angleterre. On y trouverait un cas analogue qui, à l'époque, eut un gros malaise, pour condamner l'expérience tentée par le président Wilson.

Nous voulons parler de l'Alabama, navire qui, pendant la guerre de Sécession, causa des dommages considérables à la flotte militaire et commerciale des Etats-Unis du Nord. L'Alabama avait été construit en Angleterre, pour le compte des Etats-Unis du Sud, mais ostensiblement pour une entreprise privée. Le ministre des Etats-Unis protesta, en vain. Le navire terminé, prit la mer, et, sitôt au large, ayant revêtu sa peinture de guerre et s'étant armé, partit en guerre. Il finit par être coulé en rade de Cherbourg, par le Kersenge, mais les ravages causés par son action avaient été immenses.

Les Etats-Unis protestèrent. Ils incriminèrent la vigilance et l'activité des agents du gouvernement de Londres qui avaient favorisé ainsi leurs adversaires. Ils réclamèrent et la reconnaissance des règles du droit international maritime, et des regrets et une indemnité, plus de 70 millions. Après six ans d'âpres discussions, le litige ayant été soumis à un tribunal arbitral qui donna tort sur presque tous les points à l'Angleterre, celle-ci s'inclina, s'excusa et paya.

Au moment où le Dacia affronte tous les hasards, MM. Wilson et Bryan, ainsi que leurs amis, doivent méditer la leçon.

Il n'est pas douteux que leur attitude est infiniment contestable. Si l'on ajoute à l'affaire du Dacia, celle de l'achat en masse des navires allemands riviés aux ports américains par la guerre, on sera d'accord avec nous pour penser que l'initiative de quelques sénateurs américains germanomanistes doit être sévèrement condamnée.

De New-York nous vient cette information que M. Wilson évite toute discussion avec les gouvernements étrangers sur la question du droit qu'il peut avoir d'acheter les vaisseaux d'un belligérant jusqu'à ce que le projet de loi actuellement soumis au Sénat ait été voté.

Il se peut que M. Wilson opère de cette manière. Quelques-uns la jugent habile. Disons, sans ambage, qu'elle est très dangereuse.

M. Wilson est un juriste. Il connaît le droit. Il doit aussi, le cas échéant, le reconnaître.

Dans l'affaire du canal de Panama, il n'a pas hésité à rappeler son pays à l'observation de ses lois élémentaires. Pourquoi aujourd'hui prendrait-il une position différente, pleine de périls ?

Au surplus, il appartient aux Pays Alliés, et surtout à la France et à l'Angleterre, de rappeler, dans les formes qui conviennent, au respect des principes reconnus par tous.

Si le « bill » est voté au Sénat, la contestation sera plus vive, certes. Il restera cependant encore une issue pour sortir de cette situation difficile créée par les germanomanistes : la procédure d'arbitrage, celle-là même qui fut employée lors de l'affaire de l'Alabama. L'Angleterre et les Etats-Unis s'en trouvaient bien. Pourquoi n'en useraient-ils pas de nouveau ?

C. BROUVILLE.

La Guerre en Chansons

LE JOYEUX POILU (Refrain de tranchée)

AIR : A, é, i, o, u !

Qu'est-ce qui n'a pas de doute pas d'ca,
En fétant l'Quatorz' Juillet ?
Qu'est-ce qui d' bon cœur s'y colla ?
Qui s'est tout d' suit débrouillé
Malgré la force de l'ennemi,
Qui n'a jamais tourné l' dos ?
C'est l' brave et joyeux poilu,
A, é, i, o, u !

Qu'est-ce qui, dans tous les combats,
A tenu bon sans flancher,
Pour défendre le pays,
Contre Goths et Saligoths ?
C'est l' brave et joyeux poilu,
A, é, i, o, u !

Qu'est-ce qui n'a couché plus dans des draps ?
Qu'est-ce qui n'est jamais séché
Qu'a un barb' de ouistiti,
Et les patrons dans l'eau ?
C'est l' brave et joyeux poilu,
A, é, i, o, u !

Malgré ça, qui n's'en fait pas ?
Qui s'fout pas mal du danger,
En traitant le Boch' d'ouïti,
Qu'est-ce qui sait défendre sa peau ?
C'est l' brave et joyeux poilu,
A, é, i, o, u !

Qu'est-ce qui fume le tabac,
Que lui envoie le « Bonnet »
En disant, de loin, merci
A tous les bons Parigots ?
C'est l' brave et joyeux poilu,
A, é, i, o, u !

Qu'est-ce qui, quand ça finira,
Sera bien content d'renter
Et de s'coucher dans un lit,
Près de sa poule, bien au chaud ?
C'est l' brave et joyeux poilu,
A, é, i, o, u !

P. ALBERTY.

SILENCE AUX VIPÈRES !

La Calomnie à l'Etranger

Le général Percin a adressé au journal italien La Stampa la lettre suivante :
On me communique La Stampa du 24 novembre 1914, dans laquelle il est dit que j'ai été destitué, pour avoir abandonné la place de Lille le 24 août dernier, après avoir hissé le drapeau blanc sur les forts.
J'ai l'honneur de vous faire connaître que votre rédacteur a été mal informé. Je n'ai pas hissé le drapeau blanc. Je n'ai pas été destitué.
La place de Lille a été abandonnée, par ordre du ministre de la Guerre, contrairement à Paris que j'avais exprimé. Je vous serais obligé, Monsieur le Directeur, d'insérer la présente lettre dans le prochain numéro de La Stampa, et je vous prie de croire à mes sentiments distingués.

Général PERCIN.

Le général Percin nous a prié d'insérer la copie de cette lettre.
Nous le faisons d'autant plus volontiers que ce fait ouvrira peut-être enfin les yeux aux vipères soi-disant patriotiques qui répandent leur venin sur un homme dont le crime fut d'avoir voulu mettre fin à leurs manœuvres antirépublicaines.

S'apercevant-ils, ces serpents, qu'en voulant salir un homme ils salissent aussi la France ?
Qu'on juge de l'effet que peuvent avoir, au delà des frontières — et La Stampa n'est malheureusement pas le seul journal étranger qui ait été une oreille bienveillante à ces polins de concierges — ces attaques felleuses et mensongères ?

Qu'en pensent les Georges Ohnet et autres bourgeois de même acabit ?

Il est vrai qu'entre la France et leurs haïnes personnelles, ils n'hésitent pas à sacrifier la première, même à une époque d'union nationale !

G. B.

LA GUERRE

LA PANIQUE EN TURQUIE

La progression russe continue dans les Karpathes

Sur le Front occidental

EN BELGIQUE. — Les troupes belges qui opèrent sur l'Yser ont été violemment canonnées par l'artillerie lourde allemande; celle-ci a également manifesté une grande activité en certains points du secteur d'Ypres.

EN FRANCE. — Les opérations d'artillerie se sont poursuivies, comme sur le front belge, avec une intensité beaucoup plus grande que la veille. Cette fois, les feux de batteries ennemies furent le prétexte d'attaques locales, qui furent toutes repoussées, avec des pertes sérieuses pour nos adversaires, en proportion des effets qu'ils ont engagés.

En Artois, un poste anglais fut vigoureusement attaqué, le 1^{er} février, à Cunchy, par un détachement ennemi. Après avoir légèrement cédé sous la poussée, nos amis reconquirent, par plusieurs contre-attaques brillantes, non seulement le terrain perdu, mais encore une partie des positions occupées par le régiment allemand avant l'attaque.

Rappelons que Cunchy est situé à la limite septentrionale du bassin houiller, entre la route de Béthune à La Bassée et le canal d'Aire à La Bassée. Cunchy se trouve à 3 kilomètres 500 au sud-ouest de La Bassée.

Le communiqué d'hier trois heures apporte quelques détails sur l'engagement qui eut lieu en bordure de la route de Béthune à La Bassée, engagement signalé dans le communiqué du 1^{er} février 23 heures. Le théâtre de cette action fut vraisemblablement la région comprise entre Cunchy et le village minier d'Anchy-lez-La Bassée, situé à 2 kilomètres au sud-est. On pourrait peut-être même indiquer plus précisément la partie comprise entre la route qui, venant de Vermelles, rejoint la route de Béthune à Lille (par La Bassée) et le chemin vicinal qui se détache de la route de Vermelles, au nord de la voie ferrée de la fosse n° 9 des mines de Grenay, et gagne le chemin de halage du canal au nord-est de Cunchy.

En Picardie, les Allemands n'ont pas renouvelé leur attaque contre nos positions de

Beaumont-Hamel, petit village situé à 9 kilomètres 200 au nord d'Albert, sur la rive droite de l'Ancre, affluent de la Somme, qui mêle ses eaux à celles du fleuve picard en aval de Corbie.

Beaumont-Hamel se trouve à 2 kilomètres au nord-ouest de la voie ferrée de Paris à Lille par Amiens.

Dans le Noyonnais, une des anciennes subdivisions de l'Ile-de-France, nos obus de gros calibre ont provoqué de graves explosions à la gare de Noyon.

Noyon est un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Compiègne, dans le département de l'Oise. Sa population dépasse 7.000 habitants. Noyon est un ancien évêché, qui rendit célèbre le très grand saint Médard, qui vécut de 457 à 545, dans la grande estime des rois Clotaire 1^{er} et Childéric 1^{er}. La tradition attribue, fort injustement d'ailleurs, au saint homme toutes sortes de dons merveilleux : faire la pluie et le beau temps, guérir les rages de dents, etc. C'est encore à Noyon que naquit, en 1509, Jean Calvin, dit Calvin, l'un des pères du protestantisme. Noyon est situé dans la vallée de l'Oise, à 20 kilomètres au nord-est de Compiègne. La position, actuellement tenue par l'ennemi, est pourvue d'une haute valeur stratégique, sur laquelle nous reviendrons quand les événements attireront de nouveau l'attention sur ce point du front.

Dans le Soissonnais, aucune action particulière n'est signalée.

Dans la Champagne, dans la partie orientale de la plaine champenoise, nous avons de nouveau progressé au nord-est de Perthes. Il est assez difficile d'indiquer avec précision la situation du petit bois que nous venons d'occuper. Les bosselements crayonnés qui environnent Perthes-les-Hurlus portent presque tous des bois de petite étendue ; on peut néanmoins situer l'action entre Perthes et la route qui conduit de Souain à Tahure.

Sur le reste du front, rien d'important à noter, l'exception faite de l'attaque, actuellement tenue par l'ennemi, est pourvue d'une haute valeur stratégique, sur laquelle nous reviendrons quand les événements attireront de nouveau l'attention sur ce point du front.

R. Lecoindre-Patin.

Dernières Dépêches

En Belgique

UNE IMPORTANTE ATTAQUE EN PERSPECTIVE

Londres, 3 février. — Le correspondant du Daily Express à la frontière hollandaise télégraphie :
« Les lignes allemandes dans les Flandres occidentales sont de nouveau menacées par l'inondation.
« Sur différents points de la région de Dixmude, les tranchées sont déjà inondées par suite des pluies abondantes, qui empêchent toutes opérations importantes d'infanterie.
« A en juger cependant par les mouvements actuels des trains de munitions et d'approvisionnement et les déplacements de troupes de réserve dans le nord-est de la Belgique, il est à prévoir qu'une importante attaque allemande aura lieu cette semaine au sud-est de Mons.
« Aucune activité n'est signalée le long de la côte. »

PAR GRAINTE D'UNE ATTAQUE ALLIEE
Londres, 3 février. — Le Daily News reçoit de Rotterdam :
« De nombreux indices montrent que les Allemands qui se trouvent à Ostende et dans les environs craignent une attaque imminente des alliés.
« Ils enlèvent les bornes qui pourraient indiquer les distances aux canons de marine et envoient la population sur les places voisines, telles que Middelkerke. Il est même interdit aux officiers allemands de se promener près du front sans permis spécial. »

Sur le Front russe

Londres, 3 février. — Le correspondant du Morning Post à Petrograd télégraphie :
« Les récents combats en Pologne ont démontré que l'artillerie russe peut maintenant lutter de manière satisfaisante contre les meilleurs canons allemands.
« Les Russes continuent à progresser dans les Carpathes, malgré les renforts de troupes fraîches que les Autrichiens ont prélevés sur le front occidental. »

En Turquie

LA PANIQUE REGNE A CONSTANTINOPLE
Londres, 3 février. — On annonce que le gouvernement turc se prépare à transporter en Asie-Mineure les archives de l'Etat.
« La panique règne à Constantinople. Le grand pont d'Andrinople sur la rivière Maritza a été détruit.
LES FEMMES QUITTENT LA CAPITALE
Petrograd, 3 février. — La Gazette de la Bourse annonce que toutes les femmes de Constantinople ont reçu l'ordre de quitter la ville et que les ministères turcs vont être transférés en Asie-Mineure. »

En Allemagne

LES PERTES ALLEMANDES
Londres, 3 février. — Le Times reçoit de Copenhague :
« Les cinq dernières listes des pertes al-

lemandes qui viennent d'être publiées, ce qui fait un total de 137 listes, contiennent des noms de 23.558 tués, blessés ou manquants, ce qui porte le total des pertes allemandes à 986.547

« Il y a lieu d'ajouter à ces pertes celles indiquées par 144 listes pour la Bavière, 100 listes pour la Saxe, 104 listes pour le Wurtemberg et 15 listes pour la marine. »

LE KAISER VA PASSER EN REVUE SA FLOTTE DE HAUTE MER

Copenhague, 3 février. — Le correspondant berlinois du National Tidende télégraphie :
« Le Kaiser restera deux jours à Wilhelmshaven, afin de passer en revue la flotte de haute mer.
« On s'attend à ce qu'il prononce un grand discours.
« Guillaume II sera accompagné de l'amiral Tirpitz, du prince Henry et du prince Adalbert. »

LES BOULANGERIES DE BERLIN SONT CARDEES

Londres, 3 février. — Une dépêche d'Amsterdam au Times rapporte que douze cents agents de police spéciaux, munis d'un brassard blanc, aux armes de Berlin, montent la garde devant les boulangeries de la capitale, afin de les protéger contre la foule et de disperser les rassemblements.

En Egypte

LA SECURITE ABSOLUE
Londres, 3 février. — Le correspondant du Daily Chronicle en Egypte orientale télégraphie :
« Il est parfaitement certain que si une armée ottomane entrerait en contact avec les forces défensives du canal de Suez, elle pourrait difficilement échapper à un anéantissement complet.
« La sécurité de l'Egypte est absolue. »

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES

Rien à signaler au nord de la Lys.
Entre la Lys et l'Oise :
Dans le secteur de Noulette (ouest de Lens), nos batteries ont imposé silence à une vive fusillade.

Les Allemands ont lancé des brûlots sur la rivière l'Ancre, en amont d'Abbeville (nord d'Albert) ; ces engins ont été arrêtés par nous avant l'explosion.
Notre artillerie a continué à obtenir dans la vallée de l'Aisne d'excellents résultats.

Nous avons légèrement progressé en faisant des prisonniers et en repoussant une contre-attaque à l'ouest de la cote 200, près de Perthes.
En Argonne, une seconde attaque allemande a eu lieu hier près de Bagatelle, vers 18 heures ; elle a été repoussée comme celle déjà signalée, qui avait eu lieu à 13 heures.
Calme sur le front de la Meuse aux Vosges.

En Alsace nous nous organisons sur le terrain gagné au sud d'Amertzwiller.

Chez ceux qui veillent

LA MISSION ARDUE

Rome, 3 février. — L'Agence Nationale constate que la mission du prince de Bulow a rencontré, dès le début, des difficultés telles que l'ex-chancelier allemand n'a pu exercer aucune action diplomatique. On commente diversement, dans les milieux politiques, la lettre de M. Giolitti, publiée par la Tribuna, dans laquelle l'ancien président du conseil s'affirme neutraliste jusqu'à un certain point et intervencionniste dans une certaine mesure, mais se défend d'être l'adversaire du ministre Salandra.

De nouvelles brochures austro-allemandes, tendant à démontrer les avantages de la Triple pour l'Italie, sont sous presse à Rome.

LES PREPARATIFS ITALIENS

Londres, 3 février. — La Presse Association annonce que les réservistes italiens habitant Liverpool ont reçu avis de se tenir prêts à rejoindre leurs régiments au premier appel.

Le bill sur l'achat des navires étrangers par les Etats-Unis

Londres, 3 février. — Le correspondant du Times à Washington commente en ces termes les débats auxquels a donné lieu le bill relatif à l'achat de navires étrangers par le gouvernement américain :
« La protestation de quelques sénateurs démocrates menace de faire échouer le bill. Toutefois, le président Wilson et ses partisans font des efforts févux pour en assurer l'adoption.
« Le président a donné l'assurance que le gouvernement n'achètera pas les navires allemands internés, contre le désir des autres belligérants. »

A PROPOS DE BLANCS

Nos lecteurs savent que la Censure n'est pas toujours tendre pour nous.
En revanche, nous avons publié hier quelques extraits d'un journal réactionnaire, que nous avons été surpris de lire en ce moment de « blancs » à l'ouvrage.

Nous savons bien que la Libre Parole (puisque c'est d'elle qu'il s'agit) n'a même pas le respect d'elle-même et qu'en employant des termes qu'un voyou de rues hésiterait à prononcer en public, elle ne fait que suivre sa manière d'agir. Mais qu'est donc cette vieille institution qui répond au nom de Censure ?

Est-ce qu'elle ne lit point la presse de droite ?
On le croirait réellement.
Nous ne disons pas cela, d'ailleurs, pour prôner et réclamer le rôle de la Censure. Autant elle nous paraît utile au point de vue militaire, autant elle devient inutile et néfaste au point de vue administratif ou politique.

Mais alors, si elle existe, qu'elle existe pour tout le monde !
Et surtout, lorsqu'elle permet qu'on nous attaque, qu'elle permette au moins que nous répondions !
C'est là tout ce que nous désirons. On reconnaîtra que ce n'est pas trop demander.

Nous avons toujours respecté l'Union Nationale, nous tenons à la respecter jusqu'au bout. Mais il ne faut pas que, s'en servant comme d'un bouclier, nos adversaires puissent se figurer pouvoir impunément nous bousculer de coups !
Si l'on nous caviarde pour éviter de donner naissance à des polémiques ou pour ne pas rompre l'Union Nationale, parfait, mais alors qu'on censure nos adversaires auparavant, puisque ce sont eux qui commencent !

On permet à nos confrères réactionnaires jusqu'à des insultes grossières ; nous, républicains, nous n'avons pas même le droit d'entrer ouvrir la bouche pour nous justifier.

Pourquoi deux poids et deux mesures ?
On m'a donné une explication :
Nos censeurs sont tous de bons républicains, qui ne voudraient pour rien au monde lire une feuille de droite, et dès qu'arrive les morasses de la Libre Parole ou de l'Action Française, ils les repoussent aussitôt d'un geste dégoûté.

Georges-Bazile.

Par deux fois, la Censure vient de se montrer impitoyable pour les articles de notre collaborateur G. Brouville qui a osé dire tout haut de l'action du Pape ce que la majorité des Français en pense tout bas. Or, il semble que le Bonnet Rouge, en ces circonstances, soit victime d'un traitement spécialement injuste, car le Figaro du 29 janvier, le Matin du 2 février, la France du 2 février parlent comme nous et condamnent comme nous le silence obstiné de Benoît XV. Pour ces journaux, aucune poire d'angoisse. Pour nous, le bâillon trempe dans l'eau bénite.

LE BONNET ROUGE EST LE SEUL GRAND JOURNAL REPUBLICAIN DU SOIR.

Notre Service de Santé

Les Dépôts de Convalescents

Il faut louer le service de santé d'avoir créé pendant cette guerre les dépôts de convalescents. Comme on ne pouvait garder indéfiniment dans des ambulances et dans les hôpitaux les blessés, en voie d'amélioration sérieuse, susceptibles de se passer de soins chirurgicaux, une circulaire ministérielle a décidé de créer, sur tout le territoire, des établissements destinés à recevoir, à leur sortie de l'hôpital, les militaires convalescents.

Cette mesure était excellente.

Il eut été imprudent de renvoyer directement à leur dépôt des blessés incapables de retourner sur le front avant une guérison complète et dont l'état de santé nécessitait encore certains soins (massages, mécano-thérapie) que les infirmeries régimentaires ne pouvaient donner en raison du matériel insuffisant.

On ne pouvait pas non plus, pour des causes nombreuses, expédier dans leurs familles les milliers de blessés qui encombraient les hôpitaux. Il en est qui demeureraient dans les régions envahies. D'autres ne possédaient pas les ressources nécessaires. D'autres encore étaient utilisables pendant la durée de la guerre. De malheureux familles, irrecevables de la censure, dont la famille était dispersée, eussent été jetés à la rue en sortant de l'hôpital.

La direction du service de santé, avec l'approbation de M. Millerand, résolut, après un examen approfondi de la situation, de remédier à cet état de choses en établissant, dans des casernes ou des établissements appropriés, des dépôts de convalescents.

Cette innovation présente des avantages multiples. Les hôpitaux, débordés jusqu'au col, étaient, à nouveau, dans la possibilité de recevoir un contingent supplémentaire de blessés. Les convalescents, avant de retourner sur le front, attendaient, sans encombre, les formations sanitaires, le moment de comparaître, soit devant une commission de réforme qui, s'ils étaient inutilisables, les renvoyait à leurs foyers ; soit devant une commission de convalescence qui, selon la gravité de leurs blessures, leur octroyait un congé allant de un à trois mois. Les moins atteints capables de reprendre du service, avant de rejoindre leurs dépôts, obtenaient une permission de sept jours.

Cette création — nous l'avons dit — était des plus utiles.

On veut maintenant apporter une transformation à ces établissements de convalescents. Sous prétexte que les blessés, non guéris, sont obligés, pour suivre certains traitements, d'être conduits dans les journaux aux hôpitaux de la ville, on veut, aujourd'hui, instituer des hôpitaux-dépôts de convalescents.

L'utilité de cette mesure est contestable. Cette transformation, en outre, sera des plus onéreuses.

Il faudra établir dans la banlieue d'autres dépôts de convalescents.

Il faudra également dépeupler des hôpitaux, alors que les formations sanitaires déjà existantes suffisent largement.

D'après un rapport établi par des médecins-majors, et présenté à M. Millerand par un député de Paris, cette transformation en hôpital d'un seul dépôt coûtera à l'Etat plus de 100.000 francs par mois.

Le ministre de la Guerre a décidé, de concert avec le service de santé, de conserver le statu quo. C'est une sage décision. Tous les Français l'approuvent.

MAJOR X...

Sur Mer

UN COURRIER ALLEMAND COULE

Londres, 3 février. — Le correspondant du Morning Post à Petrograd déclare que les sous-marins russes qui ont déjà remporté un succès dans la Baltique, viennent de s'en assurer un nouveau en coulant un courrier allemand.

SANS NOUVELLES

Londres, 3 février. — On a des inquiétudes au sujet du steamer Oriolo, de la General Steam Navigation Company, qui a quitté Londres vendredi pour le Havre et dont on n'a reçu depuis aucune nouvelle.

DOUZE PAQUEBOTS ALLEMANDS ET AUTRICHIENS, BLOQUES A GENES, VONT ETRE DESARMES.

Rome, 3 février. — Douze paquebots allemands et autrichiens étaient bloqués à Gènes depuis la déclaration de guerre et encombraient les bassins du port.

Le gouvernement italien a décidé de les envoyer à la Spezia, où ils seront désarmés et leurs équipages débarqués. Ils seront ensuite sous la surveillance de navires de guerre, remorqués dans différents ports sans sortir des eaux territoriales.

La proposition du pape sur l'échange des prisonniers civils

Londres, 3 février. — Une dépêche de Rome annonce que tous les belligérants ont répondu favorablement à la demande du pape relative à l'échange des prisonniers civils, limité aux femmes et enfants et aux hommes de plus de 55 ans.

Bourse de Paris

MERCREDI 3 FEVRIER 1915

Fonds d'Etats : Français 3 %, 72 75 ; 3 % amort., 78 ; 3 1/2 %, 88 30. — Russe, 1880, 76 ; 1890, 76 90 ; 1896, 59 10 ; Consolidés, 78 10 ; 1905, 93 ; 1909, 82 25. — Extérieurs, 85 50. — Italien, 81.

Actions diverses : Nord, 1.315. — Banque de Paris, 965. — Suez, 4.030. — Métro, 460. — Distribution, 405. — Nord Espagne, 340. — Prowodnik, 380. — Hartmann, 352. — Maltzoff, 470. — Toula, 945. — Nicolaïeff, part. 40. — Dnieproviensk, 2.445. — Donetz, 901. — Monaco, 3.820 ; 1/5, 775. — Malacca, 95 50.

